

Président du conseil : Yves Guérard
Président : Adrien D. Pouliot
Vice-président : Richard Carter
Directeur exécutif : Michel Kelly-Gagnon



L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un institut de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il œuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes de Montréal, l'IEDM ne reçoit aucun financement public.

Les dons permettant à l'IEDM de poursuivre ses activités sont déductibles de l'impôt sur le revenu au Québec et au Canada. L'Institut jouit en effet du statut d'organisme de bienfaisance au sens de la loi et peut donc émettre des reçus pour fins d'impôt.

Abonnement annuel aux Cahiers de recherche de l'Institut Économique de Montréal : 68,00 \$.



Institut économique de Montréal

6418, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
H2S 2M2 Canada

Téléphone : (514) 273-0969
Télécopieur : (514) 273-0967

Courriel : info@iedm.org
Site Web : www.iedm.org



Institut économique de Montréal

Les opinions de l'auteur de la présente étude ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration.

La publication de la présente étude n'implique aucunement que l'Institut économique de Montréal ou les membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.



Coordination de la production : Varia Conseil
Couverture, maquette et mise en page : Guy Verville

© 2000 Institut économique de Montréal

ISBN 2-922687-01-5

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Imprimé au Canada

James Gwartney,
Randall Holcombe
et Robert Lawson

Taille de l'État et richesse des nations

Cahier de recherche
Février 2000



Institut économique
de Montréal

Table des matières

Taille de l'État et richesse des nations	5
Taille de l'État et croissance : OCDE	9
Les pays de l'OCDE dont la taille de l'État s'est rétrécie le prouvent aussi	16
Conclusion	19
Bibliographie	22
Notes bibliographiques	24

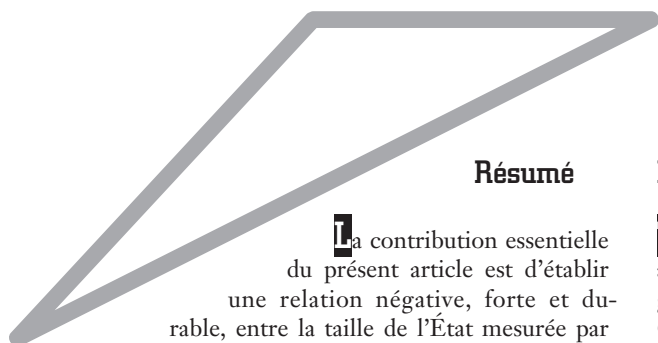


Ce texte est la traduction française d'un article du *Cato Journal* (vol. 18, n° 2, automne 1998, p. 163-191) intitulé *The Scope of Government and the Wealth of Nations*. Nous remercions très sincèrement le Cato Institute de nous avoir autorisés à en publier une version française.

Ce texte s'inspire d'une étude des auteurs pour le *Joint Economic Committee*, laquelle est intitulée *The Size and Functions of Government and Economic Growth* (1998).



Taille de l'État et richesse des nations



Résumé

La contribution essentielle du présent article est d'établir une relation négative, forte et durable, entre la taille de l'État mesurée par les dépenses publiques et la croissance du PIB.

Cette relation tient aussi bien pour les économies développées de l'OCDE que pour un ensemble élargi de 60 pays du monde entier.

Après des décennies de déclin des taux de croissance, l'orthodoxie populaire veut que les économies développées, aux revenus élevés, n'aient plus la capacité d'atteindre à des taux de croissance de 3,5 % ou plus. L'analyse présentée dans les pages qui suivent offre une autre explication : c'est le gonflement de l'État qui a ralenti la croissance économique. On peut réaliser une croissance plus rapide certes, mais à une condition : qu'on soit prêt à réduire la taille relative de l'État.

Les résultats des régressions présentés ici enseignent qu'une diminution de 10 points de la part des dépenses de l'État dans le PIB suscite une hausse du taux de croissance annuelle du PIB d'environ un point. S'il est vrai que certaines activités du gouvernement — par exemple, la protection des droits de propriété, l'aménagement d'un cadre policier et juridique approprié, la mise en œuvre de la politique monétaire et l'affectation de fonds publics aux investissements en infrastructure routière et en capital humain — peuvent favoriser la croissance économique, il s'avère qu'aucune des données recueillies ne suggère qu'un gouvernement ait pu avoir des dépenses si faibles que l'exercice de ses fonctions essentielles en ait été compromis. On découvre en fait qu'un budget de dépenses publiques inférieur à 15 pour cent du PIB suffit au bon exercice de ces fonctions premières de l'État.

On sait d'assurance par contre que, lorsque la taille de l'État dépasse ce seuil, la richesse des nations en souffre.

Executive Summary

The findings of this paper show a strong and persistent negative relationship between government expenditures and growth of GDP, both for the developed economies of the OECD and for a larger set of 60 nations around the world.

After several decades of declining growth rates, the conventional wisdom is that high-income developed economies can no longer achieve and sustain real growth rates of 3.5 percent and higher.

The evidence presented in this paper provides another view. More rapid growth is possible, but the higher potential growth can only be achieved if we are willing to reduce the relative size of government.

The regression results presented suggest that a 10 percentage point reduction in government expenditures as a share of GDP will produce and increase in the GDP growth rate of 1 percentage point. Although some government expenditures in core areas such as police, courts, monetary policy, roads, etc. may contribute to growth, there is no evidence that any country in the data sets examined in this paper had a level of government expenditures insufficient to provide for these core functions.

The core functions of government can and indeed are provided with less than 15 percent of GDP. The evidence clearly shows that when the scope of government expands beyond this level, there is a negative impact on the wealth of nations.



Taille de l'État et richesse des nations

Favorisée par les échecs du socialisme, l'idée s'est accréditée au cours des dernières années que l'économie de marché sert de fondement à la prospérité. De nombreux pays se sont orientés vers un aménagement plus favorable à la liberté économique et au fonctionnement souple de l'économie de marché. Les entraves au commerce ont été réduites, les régimes monétaires ont gagné en stabilité, les taux marginaux d'imposition ont diminué, et de nombreuses formes de contrôle des prix, tels les contrôles des taux de change et des taux d'intérêt, ont été assouplies ou éliminées.¹ Il existe cependant une dimension critique, celle de la taille du gouvernement, pour laquelle la plupart des pays ont pris une direction contraire. Depuis des décennies, la part des dépenses de l'État dans le PIB augmente; ce qui a donné lieu à une emprise accrue des gouvernements sur l'affectation des ressources.

Le Tableau 1 illustre la croissance de l'État dans les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Les données de 1960 à 1996 s'appliquent aux 23 pays qui ont été membres de cet organisme tout au cours de la période. Mesurées par la part du PIB qu'elles occupent, les dépenses totales des gouvernements ont fortement augmenté dans chacun des pays membres de l'OCDE. En 1960, les dépenses de l'État pour l'ensemble du groupe représentaient en moyenne 27 % du PIB. En 1996, elles atteignaient les 48 % du PIB. Il s'agit d'une augmentation gigantesque, surtout si on prend en compte le caractère prudent des mesures utilisées. Ces augmentations de la taille gouvernementale auraient été encore plus marquées si les dépenses avaient été calculées en unités de pouvoir d'achat constant ou en dépenses par tête.


Cette poussée des dépenses donne lieu à un élargissement appréciable du rôle et de la taille des gouvernements, au-delà donc des fonctions traditionnelles de l'État. La théorie économique offre des

TABLEAU 1
Taille du gouvernement dans les pays de l'OCDE, 1960-96

	1960	1970	1980	1990	1996	HAUSSE 1960-1996
Australie	21,2	25,5	34,0	37,7	37,5	16,3
Autriche	35,7	39,2	48,9	49,3	52,7	17,0
Belgique	34,5	36,5	50,7	54,6	54,5	20,0
Canada	28,6	35,7	40,5	47,8	46,4	17,8
Danemark	24,8	40,2	56,2	58,6	60,8	36,0
Finlande	26,6	31,3	36,6	46,8	59,4	32,8
France	34,6	38,9	46,1	49,9	54,7	20,1
Allemagne	32,4	38,6	48,3	45,7	56,0	23,6
Grèce	17,4	22,4	30,5	49,6	49,4	32,0
Islande	28,2	29,6	32,2	39,9	37,3	9,1
Irlande	28,0	39,6	50,8	40,9	37,7	9,7
Italie	30,1	34,2	41,9	53,8	52,7	22,6
Japon	17,5	19,3	32,6	31,9	36,9	19,4
Luxembourg	30,5	33,1	54,8	45,5	49,3	18,8
Pays-Bas	33,7	46,0	57,5	57,5	58,1	24,4
Nouvelle-Zélande	27,7	34,4	47,0	50,0	42,3	14,6
Norvège	29,9	41,0	48,3	51,3	46,4	16,5
Portugal	17,0	21,6	25,9	41,9	46,0	29,0
Espagne	13,7	22,2	32,9	43,0	45,4	31,7
Suède	31,0	43,7	61,6	60,8	66,1	35,1
Suisse*	17,2	21,3	29,3	30,9	36,9	19,7
Royaume-Uni	32,2	39,2	44,9	42,3	43,7	11,5
États-Unis	28,4	32,5	33,7	34,8	34,6	6,2
Moyenne	27,0	33,3	42,8	46,3	48,0	21,0

* Les données pour la Suisse ne portent que sur les dépenses gouvernementales courantes.
Sources : OCED Economic Outlook (décembre 1997); OCED Historical Statistics (différents numéros) ; IMF Government Finance Statistics Yearbook, 1994 (pour les données du Luxembourg, 1990); New Zealand Official Yearbook (différents numéros); et Economic Report of the President (février 1997).


1. Voir Gwartney, Lawson et Block (1996) pour obtenir des indices de la nature polymorphe de la liberté économique et de l'évolution de nombreux domaines d'activités en faveur d'une plus large libéralisation. La théorie économique enseigne que cet assouplissement stimulera la croissance économique (voir Barro 1996 ; Kreuger 1993, 1997 ; Gwartney and Lawson 1997 ; Scully 1988 ; et Torstensson 1994).


 *Le gonflement de la taille des gouvernements au cours des dernières décennies ne s'est pas fait dans les fonctions dites premières. La conséquence en a été le ralentissement de la croissance économique.*

raisons de croire que certaines activités du gouvernement—par exemple la protection des droits de propriété, l'aménagement d'un cadre juridique pour le règlement des conflits, et l'affectation de fonds publics aux investissements en infrastructure et en capital humain—peuvent favoriser la croissance économique. Il arrive cependant, et nous le démontrerons, que le gonflement de la taille des gouvernements au cours des dernières décennies ne s'est pas fait dans ces activités dites essentielles. Au contraire, l'expansion de l'État s'est faite dans des champs d'activités dont la légitimité est plus que douteuse. La conséquence en a été le ralentissement de la croissance économique. La documentation examinée ci-dessous confirme la présence d'une corrélation négative robuste et persistante entre le niveau (et l'expansion) des dépenses de l'État d'une part et la croissance du PIB² d'autre part. Nos constatations révèlent qu'une augmentation de 10 pour cent de la part des dépenses du gouvernement dans le PIB provoque une baisse d'environ un pour cent de la croissance annuelle du PIB.

Fonctions premières de l'État et dépenses s'y rattachant

La théorie économique enseigne que certaines fonctions de l'État — nous les appellerons les fonctions premières — peuvent promouvoir l'efficacité et par tant favoriser la croissance économique. En quoi consistent ces fonctions premières ? Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur ce qu'incorpore exactement cette notion, deux catégories particulières d'activité se détachent : (1) la protection des individus et de leur pro-

 priété contre le pillage et (2) la production de biens et services que, pour toutes sortes de raisons, il s'avère difficile d'obtenir par le marché.³

 Il y a de cela longtemps, Thomas Hobbes (1651) décrivait la vie sans État comme « dure, brutale et courte ». Il soutenait donc

que la loi et l'ordre par l'État constituaient une composante indispensable à la vie en société.⁴ D'un autre point de vue, la théorie économique enseigne que la protection des droits de propriété, la garantie d'exécution des contrats et le bon fonctionnement du système judiciaire pour le règlement des conflits forment les assises du fonctionnement harmonieux de l'économie de marché.⁵ Ces activités relèvent de l'État protecteur. Une politique monétaire stable favorise aussi le fonctionnement du marché et la planification à long terme des entreprises. Il en va de même de la production de ces services publics, telles les routes et la défense nationale, qui servent à protéger la population contre les invasions étrangères et qui de cette façon favorisent aussi la croissance. S'il est vrai d'autre part que les gouvernements peuvent jouir d'un avantage comparatif dans la mise en place de ces infrastructures juridiques et physiques, il faut aussi souligner qu'il n'est pas rare que le marché occupe sa place dans la tâche d'offrir cette sorte de services. Comme le démontrait Bruce Benson en 1990, le secteur privé peut souvent pourvoir à la mise en place d'un cadre légal et aussi à son application. Il s'avère qu'aujourd'hui aux États-Unis, la police et les gardiens de sécurité privés l'emportent en nombre sur la police publique ; nonobstant la présence universelle de cours de justice publiques, nombreux sont ceux qui choisissent l'arbitrage privé pour résoudre leurs différends. Le secteur privé ne manque pas non plus d'installer avec succès des infrastructures physiques, tandis qu'on peut à bon droit remettre en cause l'envergure des dépenses allouées à la défense nationale dans un contexte d'après-guerre froide.

Nonobstant ces quelques réserves, nous continue-

2. La question de l'impact des dépenses de l'État sur la croissance économique a été abordée par Barro (1989), Barth et Bradley (1987), Grier et Tullock (1987), Grossman (1988), Kormendi et Meguire (1985), Landau (1983, 1986), Peden (1991), Peden et Bradley (1989) et Scully (1992, 1994).
3. Ces deux fonctions correspondent chez Buchanan (1975, 1995) à l'État protecteur et l'État producteur. Dans son essai sur le rôle propre de l'État, Adam Smith ([1776] 1937:653-81) énumérait trois fonctions distinctes : (1) protéger la société contre la violence et l'invasion d'autres sociétés indépendantes, (2) protéger dans la mesure du possible les membres de la société contre les brimades et l'oppression des autres membres et (3) instaurer et maintenir les institutions publiques et les travaux publics qui, bien qu'éminemment bénéfiques à la communauté en général, sont, de par leur nature, incapables de générer les profits à quiconque, individus ou groupes, les prendrait en charge. Cette énumération s'accorde avec notre interprétation des fonctions premières de l'État.
4. Tous ne partagent pas cette opinion de Hobbes. Rothbard (1973) est l'un de ceux qui défendent brillamment l'hypothèse que les responsabilités normalement à la charge du gouvernement seraient plus efficacement assumées par le secteur privé.
5. Voir Knack et Keefer (1995) et Keefer et Knack (1997) pour réaliser à quel point la croissance économique y gagne à l'existence d'un système judiciaire qui protège les droits de propriété, qui garantit l'exécution des contrats et qui repose sur la règle du droit pour le règlement des conflits entre parties. Voir aussi Bauer (1972) et North (1990) pour une analyse exhaustive du processus par lequel le développement des droits de propriété et des instances judiciaires ont influé sur la performance économique.

rons de désigner ces activités comme relevant des fonctions premières de l'État. Nous y greffons aussi l'enseignement, bien qu'on puisse difficilement associer les caractéristiques de bien public à cette activité, le secteur privé ayant démontré sa grande aptitude à offrir un enseignement de qualité. Le Tableau 2 présente les dépenses de tous les gouvernements (fédérales, d'États et locales) affectées à ces activités premières aux États-Unis depuis 1960. La protection de la personne et de la propriété—dont les dépenses liées aux forces policières, aux cours de justice et au fonctionnement du système pénal—n'absorbait que 1,5 % du PIB en 1992, en hausse légère sur les 0,64 % de 1960. Les dépenses de sécurité nationale (dont les affaires internationales) constituaient à peine plus de 5 % du PIB en 1992, en baisse prononcée sur les 9,3 % de 1960. En 1992, les dépenses publiques liées à l'éducation totalisaient 5,67 % du PIB. Les dépenses d'infrastructures physiques (voirie, eaux usées, assainissement et environnement) et les coûts de fonction-

Les dépenses gouvernementales aux États-Unis atteignent aujourd'hui environ 35 % du PIB, soit plus de deux fois le montant nécessaire pour pourvoir aux fonctions premières. Un gouvernement peut s'acquitter des dépenses premières qui lui incombent avec moins de 15 % du PIB.

nement du Fed figurent aussi au Tableau 2. Or malgré la définition large des fonctions premières que nous avons retenue, les dépenses totales de l'État pour l'ensemble de ces activités représentaient moins de 15 % du PIB en 1992. Le budget de dépenses en 1960 et 1970 l'emportait tout juste sur 1992. Comme on a pu l'observer au Tableau 1, les dépenses gouvernementales aux États-Unis atteignent aujourd'hui environ 35 % du PIB, soit plus de deux fois le montant nécessaire pour pourvoir aux fonctions premières.

La Figure 1 met en relief les données d'autres

TABLEAU 2
Dépenses fédérales, d'État et locales aux États-Unis, par catégories de budget en pour cent du PIB, 1960-92

CATÉGORIES BUDGÉTAIRES	1960	1970	1980	1990	1992
Protection de la personne et de la propriété					
Force policière	0,39	0,49	0,54 ^b	0,55	0,66
Système correctionnel	0,14	0,16	0,24 ^b	0,43	0,50
Judiciaire	0,11	0,11	0,13 ^b	0,16	—
Autres activités du système de justice pénal	na ^a	0,06	0,11 ^b	0,14	0,34 ^c
<i>Sous-total</i>	0,64	0,82	1,02 ^b	1,28	1,50
Sécurité Nationale					
Défense nationale	8,72	7,75	4,81	5,21	4,78
Affaires internationales	0,58	0,34	0,46	0,24	0,26
<i>Sous-total</i>	9,3	8,09	5,27	5,45	5,04
Éducation					
Enseignement élémentaire et secondaire	2,88	3,62	3,34	3,52	3,67
Enseignement supérieur	0,61	1,06	1,22	1,28	1,35
Autres formes d'éducation	0,2	0,7	0,61	0,52	0,65
<i>Sous-total</i>	3,69	5,38	5,17	5,32	5,67
Voirie	1,82	1,61	1,21	1,08	1,08
Eaux usées, assainissement et protection de l'environnement	0,53	0,6	0,97	0,80	0,85
Dépenses du Fed	—	0,03	0,03	0,02	0,02
<i>TOTAL</i>	15,98	16,53	13,67	13,95	14,16

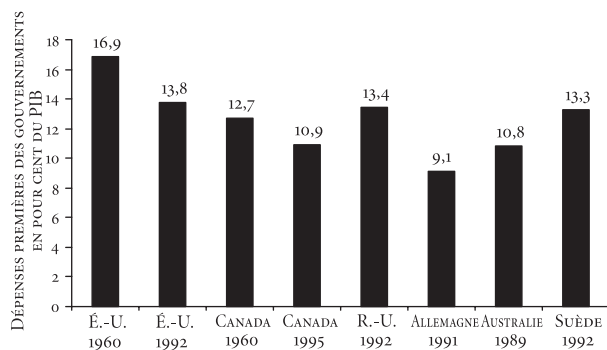
^a Avant 1969, la représentation par avocat et certaines autres activités n'étaient pas incluses dans les dépenses du système de justice pénale.

^b Ces pourcentages s'appliquent aux dépenses et au PIB de 1979, parce que certaines données n'étaient pas recensées en détail en 1980.

^c En 1992, les données liées au judiciaire, au légal et à certaines autres activités ont été regroupées en une seule catégorie.

Sources : Bureau of the Census, *Statistical Abstract of the United States* (différents numéros) ; *Board of governors of Federal Reserve System : 1996 Annual Report* ; et *Economic Report of the President* (février 1997).

FIGURE 1
Part des fonctions premières des gouvernements
dans le PIB



Notes: Les fonctions premières comprennent: (1) la sécurité et l'ordre public, (2) la défense nationale, (3) l'éducation et (4) le transport et les communications. Nombreux sont ceux qui tendent à incorporer aussi aux dépenses premières les dépenses liées au fonctionnement de la Banque centrale, à l'assainissement et à la protection de l'environnement. Compte tenu de l'accessibilité restreinte de ces données pour plusieurs pays, nous les avons omises ici. Aux États-Unis et au Canada, les dépenses de l'État dans ces deux domaines représentaient environ 1 % du PIB. Les dépenses premières des gouvernements dans la majorité des pays de l'OCDE au cours des dernières années ont joué entre 9 et 14 % du PIB.

économies développées et révèle que les conditions sont plutôt semblables. Les catégories ne sont pas exactement les mêmes en raison des sources variables de données, mais la conclusion reste la même: Un gouvernement peut s'acquitter des dépenses premières qui lui incombent avec moins de 15 % du PIB. Même les pays, comme la Suède, dont le secteur public est hypertrophié, n'affectent guère plus de 15 % du PIB aux fonctions premières.

Débordement de l'État au-delà de ses fonctions premières

Si la théorie économique enseigne que les dépenses de l'État peuvent favoriser la croissance, lorsqu'elles se limitent aux fonctions premières, elle prédit aussi que l'expansion du gouvernement au-delà de ces activités essentielles exercera un effet contraire sur l'économie. Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, plus les taxes et les emprunts supplémentaires requis pour financer les dépenses de l'État s'élèvent, plus le fardeau de ces prélèvements s'appesantit sur l'économie. À mesure que le gouvernement grossit et que les taxes s'alourdissent, les pertes économiques qui leur sont associées (baisse de la production privée) aug-

mentent plus que proportionnellement à la hausse des taxes.⁶ Et donc, même si la productivité des dépenses gouvernementales ne diminuait pas, l'alourdissement du fardeau fiscal (et des emprunts supplémentaires) submergerait éventuellement les bénéfices des dépenses supplémentaires.

Deuxième raison: à mesure que l'État prend de l'expansion, sa productivité décroît. Il se peut que les bénéfices découlant de la protection des individus et de leur propriété confèrent un taux de rendement élevé aux dépenses publiques. Il peut en être ainsi des dépenses affectées à la bonne marche de l'économie de marché. Lorsqu'elles s'étendent à des champs d'activités telles que la mise en place d'infrastructures et d'institutions d'enseignement, les bénéfices là encore peuvent se révéler réels. Mais les gains iront en diminuant à mesure que l'expansion de l'État se poursuivra aux dépens du secteur privé. Éventuellement, à mesure que la part des ressources canalisées vers les activités inappropriées à l'administration publique, les rendements tourneront négatifs et c'est la croissance économique qui en souffrira.⁷

Reconnaissons en troisième lieu, que le processus politique gêne l'entrepreneurship qui sert d'assise à la croissance économique. La croissance, c'est en grande partie un processus de découverte. Quand les entrepreneurs découvrent des technologies nouvelles et améliorées, des méthodes de production plus performantes et des possibilités auparavant insoupçonnées, ils sont en mesure de combiner les ressources nécessaires d'une façon qui ajoute à la richesse. (Kirzner 1973, 1997; Schumpeter 1912; Holcombe 1998). Tel est le sens fondamental de la création de richesses et de la croissance. Là où les marchés suscitent vigilance et pénalisent sur-le-champ et durement les décideurs mal inspirés, le secteur public s'avère lent à réagir et à s'ajuster aux changements. Ainsi, le temps de réaction du gouvernement aux erreurs (par exemple un mauvais investissement) s'avère sensiblement plus long. Il en va de même du temps requis au secteur public pour se régler sur les nouvelles informations et les perfectionnements technologiques. L'ascendance progressive de l'État sur le marché gêne donc l'action de cette source incontournable de croissance économique.

Quatrièmement, à mesure que l'État prend de l'expansion, le redistributionnisme et l'activisme réglementaire prennent invariablement le dessus sur ses autres activités. À son tour, ce processus amène les individus à se tourner vers les faveurs de l'État pour

6. Browning (1987) fut l'un des premiers à établir l'ampleur du fardeau marginal excédentaire associé aux taux de taxation présentement imposés aux États-Unis. Il estime à 0,30 \$ à 0,50 \$ le coût réel en perte de production d'un dollar supplémentaire d'impôt sur le revenu. Voir aussi Crook (1997:118).

7. Holcombe (1995) donne à penser que de nombreuses activités conventionnellement associées à la production publique seraient mieux exercées par le marché.

améliorer leur sort, plutôt que de consacrer leurs efforts à la production de richesse par l'échange libre. Et c'est ainsi que les ressources en viennent à se déplacer des activités productives en faveur des activités redistributives. En fin de compte, c'est la croissance économique qui s'en trouve ralentie, et l'économie stagne à un niveau de revenu loin en dessous de son potentiel.⁸

Dans son modèle fondamental de croissance économique, Robert Solow (1956) prédisait que, si par moments, certaines économies pouvaient devancer leurs voisins en richesse, le taux de croissance de toutes n'en devrait pas moins converger à long terme. Les travaux récents tendent plutôt à montrer que les économies affichent des taux de croissance variables au cours de très longues périodes (Quah 1996, Gwartney et Lawson 1997) et que ces divergences de taux de croissance ont tout lieu en théorie de se maintenir indéfiniment (Lucas 1988, Romer 1990). Cette question ne manque pas d'importance pour le sujet qui nous concerne ici. S'il s'avérait en effet que les taux de croissance à long terme soient à peu près les mêmes dans tous les pays, il faudrait conclure que les conséquences à long terme des politiques économiques susceptibles de gêner la croissance n'ont guère d'importance. C'est à l'examen empirique de cette question que nous consacrons la présente étude en évaluant l'impact de la taille de l'État sur la croissance économique.

Taille de l'État et croissance : OCDE

S'il est vrai que les dépenses publiques peuvent promouvoir la croissance lorsqu'elles sont affectées aux champs essentiels d'activité, notre analyse démontre aussi que lorsqu'elles débordent sensiblement ces domaines, l'efficacité générale et l'économie en souffrent.⁹ C'est à l'examen de cette question empirique que nous consacrons la prochaine partie de notre travail.

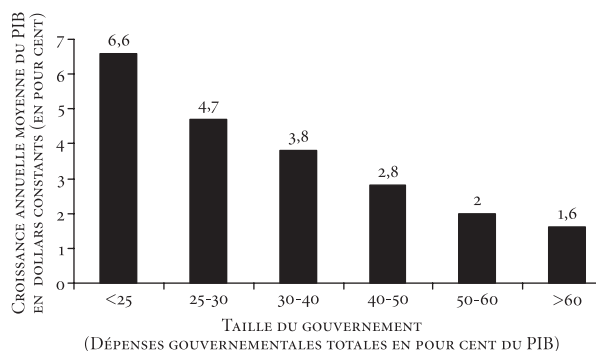
En regard de la plupart des autres pays du monde, les structures institutionnelles et les niveaux de revenu des 23 pays membres de l'OCDE sont relativement

semblables. Politiquement, ce sont tous des pays démocratiques stables. Leurs structures juridiques témoignent de leur engagement à la règle du droit. Les aménagements monétaires assez stables leur ont valu d'éviter les hyper inflations au cours de l'après-guerre. Au plan du commerce international, les membres de l'OCDE se sont employés à se libéraliser dans le cadre du GATT et de l'Organisation Mondiale du Commerce. Et pourtant, bien que semblables à de nombreux égards, les pays de l'OCDE témoignent de dissemblances marquées quand il s'agit de la place qu'occupe le gouvernement dans l'économie. Ce sont les effets sur la croissance économique de ces variations dans les taux de dépenses publiques que nous examinons dans la partie qui suit.

La Figure 2 est un diagramme à barres qui illustre la relation entre la taille du gouvernement et le taux de croissance annuel moyen du PIB réel. Chaque observation représente la relation entre la taille du gouvernement d'un pays en une année donnée et le taux de croissance du PIB de ce pays en cette année particulière. Ce qui fait que le nombre total de valeurs observées s'élève à 851, provenant des 37 années de la période recensée (1960-96) et des 23 pays faisant l'objet de l'étude. Il y a eu, au total, au cours de la période 1960-96, 81 cas où l'un ou l'autre des pays avait des dépenses gouvernementales inférieures à 25 % du PIB¹⁰.

Figure 2

Taille du gouvernement et croissance annuelle du PIB en dollars constants, pays de l'OCDE, 1960-96

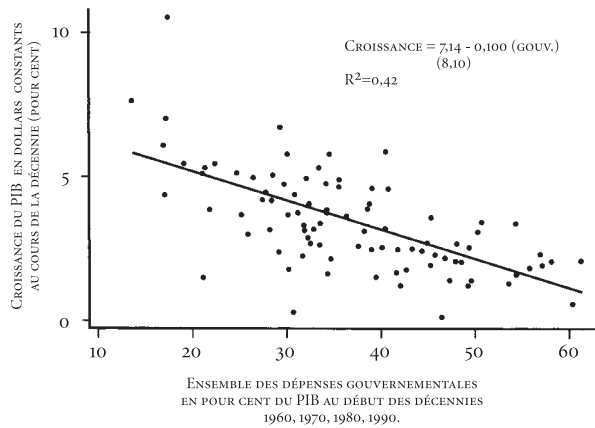


8. Les économistes utilisent l'expression « course aux faveurs » pour désigner les efforts des groupes et des individus pour améliorer leur sort via les transferts et faveurs publiques (plutôt que via la production et le revenu). Voir Tullock (1967) et Kreuger (1974) pour en savoir plus sur l'analyse du processus de course aux faveurs et ses effets néfastes sur l'ensemble de l'économie.

9. Voir Barro (1990) pour la création d'un modèle formel aux caractéristiques définies dans ces pages.

10. C'est la part des dépenses totales de l'État dans le PIB qui sert, tout au long de la présente étude, à mesurer la taille du gouvernement. Les dépenses totales de l'État comprennent les dépenses de consommation des administrations publiques, les transferts et subventions, l'intérêt net sur la dette en cours et les biens d'équipement. Les études antérieures ont généralement utilisé la part de la consommation propre du gouvernement (ou les dépenses du gouvernement central) pour mesurer la taille de l'État. S'il est vrai que ces données sont la plupart du temps plus facilement accessibles, elles peuvent s'avérer par ailleurs grandement trompeuses. Dans deux circonstances particulières, les données sur les dépenses publiques de consommation sous-estiment de façon marquée la taille du gouvernement: (a) soit qu'un pays compte une composante transferts et de subventions importante ou (b) soit qu'il compte un taux élevé d'investissement public. Dans le même ordre d'idée, les données sur les dépenses de consommation publique sous-estimeront la taille de l'État dans les pays dont une part importante des dépenses sont assumées par des paliers inférieurs de gouvernement (c'est le cas des États-Unis et de la Suisse). Le chiffre des dépenses gouvernementales totales s'avère donc à la fois plus précis et constitue un reflet plus fidèle de la taille véritable du gouvernement.

Figure 3
La hausse des dépenses publiques réduit la croissance économique des pays de l'OCDE



Note : Ces données montrent qu'une hausse de 10 points de la part des dépenses gouvernementales dans le PIB réduit le taux de croissance annuelle de 1 point.

Les pays de cette catégorie ont connu une moyenne de taux de croissance du PIB de 6,6 pour cent. À mesure que la taille du gouvernement augmentait, la moyenne des taux de croissance chutait inmanquablement. Là où la taille du gouvernement excédait les 60 % du PIB, le taux de croissance moyen du PIB réel stagnait à un taux anémique de 1,6 pour cent. Les données démontrent donc clairement la présence d'une relation inverse entre la croissance annuelle du PIB réel d'une part, et la taille du gouvernement des pays de l'OCDE d'autre part durant la période 1960-96.

La Figure 3 met en relief la relation entre la taille du gouvernement et la croissance économique sur une période plus longue. L'axe des X indique la taille du gouvernement en début de décennie et l'axe des Y désigne la croissance du PIB en dollars constants au cours de la décennie. Le graphique contient quatre points pour chacun des 23 pays de l'OCDE, et donc un pour chacune des quatre décennies. Il en compte par conséquent 92 en tout. Comme l'illustre la distribution des points, on peut observer une relation négative

claire entre la taille du gouvernement et la croissance à long terme du PIB en dollars constants. La droite tracée à travers les points représente la ligne de régression (moindres carrés) et permet d'illustrer la relation qui relie les données entre elles. La pente de la droite signifie qu'une augmentation de 10 points de la part des dépenses du gouvernement dans le PIB provoque une chute approximative de un point (% par année) de la croissance économique. Le R carré de 0.42 signifie que les dépenses gouvernementales à elles seules expliquent environ 42 % des variations de croissance économique qu'on observe entre les pays de l'OCDE au cours de la période recensée.

Selon la droite de régression de la Figure 3, lorsque les dépenses du gouvernement correspondent à 20 % du PIB, la moyenne annuelle (calculée sur chaque décennie) du taux de croissance économique s'établit à environ 5 %; lorsque les dépenses sont de l'ordre de 45 %, elles sont associées à une croissance de deux fois inférieure. Une augmentation de 25 % de la part du gouvernement de ces pays dans le PIB réduisait le taux annuel de croissance économique d'environ 2.5 %. Cette relation démontre que l'appesantissement de l'État sur l'économie entraîne une conséquence fatale, soit l'affaissement du taux de croissance¹¹.



Une augmentation de 10 points de la part des dépenses du gouvernement dans le PIB provoque une chute approximative de un point (% par année) de la croissance économique.



D'autres dimensions valent d'être relevés à la Figure 3. Premièrement, si on peut en théorie supposer que les dépenses d'un gouvernement puissent s'avérer insuffisantes, en ce qu'elles ne parviendraient pas à subvenir à ses activités essen-

tielles, la Figure 3 ne permet quand même pas de conclure qu'un gouvernement puisse dépenser si peu que cette insuffisance nuise à la croissance économique. On distingue en fait six observations où les dépenses gouvernementales s'inscrivent nettement à moins de 20 % du PIB. De ces six cas, cinq se situent au-dessus de la droite de régression et le point restant n'est que légèrement en dessous. Les données empiriques démontrent donc que tous ces pays avaient des budgets de dépenses qui excédaient les niveaux nécessaires pour maximiser la croissance économique.

Les pays de l'OCDE apparaissant à la Figure 3 sont

11. Il ne faut pas croire que tout accroissement des dépenses publiques, même des dépenses de consommation publique, signifie nécessairement accroissement proportionnel du « volume » de services offerts par le gouvernement. Il se peut que les subventions publiques ne fassent que faire monter le prix des biens offerts par l'économie privée, sans affecter sensiblement la quantité produite. Lorsque des entreprises d'État assument la production de biens ou services, il se peut aussi que l'augmentation des dépenses ne fassent que refléter l'inefficacité ou la hausse des coûts.

tous des économies développées, dont les revenus par habitant sont relativement élevés. A l'exception possible du Japon, aucun d'entre eux ne représente des « miracles de croissance », c.-à-d. des économies moins développées qui, pour être parties d'un bas niveau de revenu, afficheraient des taux fulgurants de croissance. Le Japon, pour sa part, a affiché au cours de plusieurs décennies consécutives un taux de croissance extrêmement élevé et ce fait lui-même est révélateur. Au début des années 60, les dépenses totales du gouvernement japonais représentaient 17,5 % du PIB, 22 % en moyenne durant la décennie. Dans ce contexte favorable, le Japon a connu un taux moyen de croissance annuelle au cours de ces 10 ans de 10,6 %. En somme, l'économie du Japon à cette époque constituait le modèle d'une économie à croissance élevée et à gouvernement réduit. Au cours des 30 ans qui ont suivi, la taille du gouvernement japonais n'a cessé de croître; en 1996, les dépenses avaient grimpé à 36,9 % du PIB. Le taux de croissance a conséquemment changé de direction pour tomber à



Les données empiriques démontrent donc que tous les pays de l'OCDE avaient des budgets de dépenses qui excédaient les niveaux nécessaires pour maximiser la croissance économique.



5,4 % dans les années 70, à 4,8 % dans la décennie suivante et pour s'effondrer à 2,2 % dans les années 90. Le gonflement de l'État japonais a entraîné à sa suite le ralentissement de la croissance économique.



On peut distinguer des manifestations supplémentaires de la relation entre la taille du gouvernement et la croissance économique en

comparant les pays de l'OCDE qui ont connu de fortes augmentations des budgets publics à ceux qui ont affiché des hausses plus modestes. La taille de tous les gouvernements des pays de l'OCDE s'est accrue entre 1960 et 1996. On relève cependant des variations sensibles entre les pays. Les pays inscrits dans la partie supérieure du Tableau 3 sont ceux qui ont enregistré les plus faibles augmentations de la part gouvernementale dans le PIB, tandis que la partie inférieure consigne les données de ceux qui ont présenté les plus fortes hausses. La moyenne des 23 pays de l'OCDE apparaît à la dernière ligne.

Dans cinq de ces pays (États-Unis, Islande, Royaume-Uni, Irlande et Nouvelle-Zélande), la part

Tableau 3

Taux de croissance du PIB réel des années 90 comparé à celui des années 1960-65, en fonction des augmentations de la taille de l'État entre 1960 et 1996
Pays de l'OCDE

	DÉPENSES DU GOUVERNEMENT EN % DU PIB			TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL		
	1960 (1)	1996 (2)	VARIATION (3)	1960-1965 (4)	1990-1996 (5)	VARIATION (6)
Pays où l'expansion du Gouvernement a été la plus faible						
États-Unis	28,4	34,6	6,2	4,4	2,2	-2,2
Islande	28,2	37,3	9,1	4,5	1,5	-3,0
Irlande	28,0	37,7	9,7	4,1	5,9	1,8
Grande-Bretagne	32,2	43,7	11,5	3,5	1,2	-2,3
Nouvelle-Zélande	27,7	42,3	14,6	5,0	2,5	-2,5
Moyenne	28,9	39,1	10,2	4,3	2,7	-1,6
Pays où l'expansion du Gouvernement a été la plus forte						
Portugal	17,0	46,0	29,0	6,5	1,7	-4,8
Espagne	13,7	45,4	31,7	8,5	1,8	-6,7
Grèce	17,4	49,4	32,0	7,2	1,2	-6,0
Finlande	26,6	59,4	32,8	5,6	0,0	-5,6
Suède	31,0	66,1	35,1	4,9	0,6	-4,3
Danemark	24,8	60,8	36,0	5,9	2,0	-3,9
Moyenne	21,8	54,5	32,7	6,4	1,2	-5,2
Moyenne de tous les pays de l'OCDE	27,0	48,0	21,0	5,5	1,9	-3,6

Sources : Tiré de *OECD Historical Statistics* et de *OECD Economic Outlook*

du gouvernement dans le PIB a augmenté de moins de 15 points. Dans l'ensemble, la taille moyenne des gouvernements de ce groupe a augmenté de 28,9 % du PIB en 1960 à 39,1 % en 1996, soit une hausse de 10,2 points. À l'extrême opposé, six autres pays (Espagne, Portugal, Grèce, Finlande, Danemark et Suède) de l'OCDE ont connu des augmentations de dépenses publiques de plus de 25 points par rapport au PIB. La taille de l'État dans ces six pays atteignait en moyenne 54,5 % du PIB en 1996, hausse saisissante par rapport au 21,8 % recensé en 1960.

La partie droite du Tableau 3 fait voir le taux de croissance annuelle du PIB réel au début (1960-65) et à la fin (1990-96) de la période étudiée. Cette partie du tableau distingue aussi les deux groupes de pays selon qu'ils ont connu une lente expansion de la taille de leur gouvernement, ou plutôt une poussée rapide.

Constatons d'abord, dans les deux cas, l'augmentation de la taille du gouvernement et la baisse consécutive de la croissance économique. La baisse du taux de croissance a été par contre significativement plus marquée dans les pays à forte expansion de la taille de l'État. Dans le groupe de pays à forte expansion de la taille gouvernementale, le déclin du taux moyen de croissance du PIB réel a été de 5,2 points; il n'a par contre été que de 1,6 point dans les pays à faible expansion des budgets publics. Dans tous les pays à forte augmentation de taille gouvernementale, le ralentissement de la croissance dépasse la moyenne de l'ensemble des pays de l'OCDE (dernière ligne du tableau). Par contre, les pays inscrits à la partie supérieure du tableau — dont l'expansion de l'État a été la plus faible — enregistrent une diminution de la croissance inférieure à la moyenne des 23 pays de l'OCDE. Plus encore, tous et chacun des pays du bas du tableau ont connu une réduction de la croissance plus marquée que celle de l'un ou l'autre des pays du haut du tableau.

Il n'est pas sans intérêt de souligner qu'en 1960 les dépenses publiques de tous les pays regroupés au haut du tableau dépassaient la moyenne de 27 % du PIB de l'OCDE, tandis que leur taux de croissance moyen du PIB, à 4,3 pour cent, s'inscrivait sous la moyenne de celui de l'OCDE (5,5 %). Or dans les années 90, la situation de ce même groupe de pays s'était totalement renversée. Dans les années 90, la part de l'État dans le

PIB des pays du haut du tableau s'inscrit sous la moyenne de l'OCDE, alors que leur taux de croissance se maintient au-dessus de la moyenne. Et c'est exactement l'inverse qui se produit dans les pays du bas du tableau. La part des dépenses gouvernementales dans le PIB de ces pays était en 1960 sous la moyenne de l'OCDE, tandis que leur taux de croissance excédait celui de la moyenne de l'OCDE. En 1996, leurs dépenses avaient augmenté au-dessus de la moyenne de l'OCDE (à l'exception du Portugal et de l'Espagne dont les dépenses étaient légèrement inférieures à la moyenne),

tandis que leur taux de croissance était tombé sous la moyenne.

Dans la mesure où les pays qui donnent lieu à ces résultats sont les mêmes tout au cours de la période (ou du moins des regroupements de pays au revenu semblable, au degré de développement semblable et aux structures politiques semblables),

on peut douter qu'ils soient imputables aux différences de culture, de ressources naturelles ou de motivation des gens. Il eût été difficile à un chercheur de concevoir une expérience plus appropriée pour mettre en relief l'impact de la taille de l'État sur la croissance économique. C'est précisément ce qui rend les résultats observés au Tableau 3 si convaincants. Là où la taille du gouvernement était inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE, c'est-à-dire le groupe de pays inscrits au haut du tableau pour les années 90 et le groupe appartenant à la partie inférieure du tableau pour les années 60, ces pays donc jouissaient d'une croissance supérieure à la moyenne. Par contre, là où la taille de l'État dépassait la moyenne des pays de l'OCDE, c'est-à-dire le groupe du haut du tableau pour les années 60 et le groupe du bas du tableau pour les années 90, ces pays affichaient une croissance inférieure à la moyenne.

Si on traite l'échantillon complet des 23 pays de l'OCDE, les résultats de la régression du Tableau 4 ajoutent encore plus de précision aux conclusions préalables. Tout comme à la Figure 3, chacun des pays fournit quatre observations. La variable dépendante des deux premières régressions est la croissance du PIB réel de chaque pays sur une période de dix ans. La première variable indépendante est la part des dépenses de l'État dans le PIB au début de la même période de dix ans. La deuxième variable indépendante est la variation observée dans la part des dépenses gouverne-

Dans le groupe de pays à forte expansion de la taille gouvernementale, le déclin du taux moyen de croissance du PIB réel a été de 5,2 points; il n'a par contre été que de 1,6 point dans les pays à faible expansion des budgets publics.

Tableau 4
Impact des dépenses de l'État sur les investissements et la croissance dans les pays de l'OCDE, 1960-96

	VARIABLE DÉPENDANTE : CROISSANCE DU PIB RÉEL DURANT LA DÉCENNIE		VARIABLE DÉPENDANTE PART DE L'INVESTISSEMENT DANS LE PIB DURANT LA DÉCENNIE
	(1)	(2)	(3)
Part des dépenses du gouvernement dans le PIB en début de décennie	-0,11 ^{ooo} (8,14)	-0,099 ^{ooo} (6,81)	-0,159 ^{ooo} (5,14)
Variation des dépenses de l'État au cours de la décennie	-0,046 ^o (1,70)	-0,055 ^{oo} (2,06)	—
Part des investissements en pour cent du PIB	—	0,087 ^{oo} (2,08)	—
Constante	7,724	5,365	28,4
R ² ajustée	0,43	0,45	0,22
Nombre d'observations	92	92	92

Note : Les *t*-ratios sont inscrits entre parenthèses sous les coefficients estimés ;
^o coefficient statistiquement significatif à un niveau de confiance de 90%,
^{oo} coefficient statistiquement significatif à un niveau de confiance de 95%,
^{ooo} coefficient statistiquement significatif à un niveau de confiance de 99%.

Sources : Tiré de *OECD Historical Statistics* et de *OECD Economic Outlook*

mentales dans le PIB pendant cette décennie. La régression révèle une forte corrélation négative entre la portion du PIB allouée au gouvernement et le taux de croissance du PIB au cours de la décennie qui suit, corrélation dont le *t*-statistique est de 8.14 (niveau de confiance de 99 %). Une corrélation plus faible, mais tout de même statistiquement significative à plus de 90 %, ressort de la régression entre la variation des dépenses de l'État et la croissance du PIB.

La deuxième régression insère l'investissement brut (en pour cent du PIB) comme variable indépendante. Les investissements devraient en principe favoriser la croissance économique ; le fait que le coefficient de l'investissement ait un signe positif confirme la corrélation entre l'investissement et la croissance économique accrue¹². Le coefficient de la variable investissement est significatif à plus de 95 % de confiance. Même une fois les différences de taux d'investissement entre les pays incorporées à l'équation, le niveau des

dépenses de l'État et les variations survenues dans la taille de l'État au cours de la décennie restent tous deux fortement significatifs. Ce résultat confirme, s'il le fallait, l'hypothèse voulant qu'un secteur public gonflé réduise la croissance économique.

Le coefficient de 0.11 à la première équation du Tableau 4 concernant les dépenses de l'État en début de période signifie qu'une augmentation de un point de la part du gouvernement dans le PIB en début de période abaisse le taux de croissance de 0,11 de point durant la décennie. Une hausse des dépenses gouvernementales au cours de la décennie réduit concomitamment la croissance d'un 0,046 de point supplémentaire. Lorsque la taille du gouvernement s'élève de un point en début de période (et d'environ

cinq centièmes pour cent pour chaque point de gagné en taille de l'État au cours de la décennie), la croissance diminue d'environ un dixième pour cent, même lorsque l'investissement est incorporé comme variable indépendante au modèle (équation 2). Au total, ce résultat signifie que si la part des dépenses de l'État dans le PIB au début d'une période est de 10 points plus élevée (disons, 35 % du PIB au lieu de 25 %), le taux de croissance à long terme du PIB réel est d'un bon point inférieur¹³. On en conclut qu'une hausse de 10 points de la taille du gouvernement pendant la décennie réduit la croissance de cinq dixièmes pour cent par année.

Il s'avère enfin que les dépenses publiques peuvent se substituer à l'investissement, ce que confirme la troisième régression du Tableau 4 pour l'échantillon de pays de l'OCDE retenu. On voit que dans cette équation, la part de l'investissement dans le PIB devient la variable dépendante, tandis que la taille

12. Nous avons aussi analysé des modèles qui incorporent à la fois l'investissement en capital humain (soit les variations de scolarité moyenne des personnes de 25 ans et plus au cours de la décennie) et la variabilité du taux d'inflation des pays de l'OCDE. Ni l'une ni l'autre des deux variables ne se sont avérées significatives. Dans le cas de l'investissement en capital humain, nous sommes portés à croire que c'est le nombre d'années de scolarité qui mesure mal le stock de capital humain et aussi que d'autres facteurs ont pu influencer sur l'apprentissage. Quant à la variabilité du taux d'inflation dans les pays de l'OCDE, il s'avère que les différences entre pays étaient plutôt négligeables durant la période étudiée. Ça pourrait expliquer l'absence de résultats significatifs dans le cas de cette variable.

13. On sait que des différences même infimes de taux de croissance peuvent exercer des effets spectaculaires sur les niveaux de revenus, lorsqu'elles durent pendant de longues périodes. Par exemple, si le taux de croissance de l'économie américaine avait été de un pour cent inférieur au cours de la période 1870-1990, le niveau de revenu par habitant serait aujourd'hui à peu près égal à celui du Mexique. (Voir à ce sujet Barro et Sala-i-Martin 1995).

du gouvernement est la variable indépendante. Une forte corrélation négative s'observe entre les deux variables. Le coefficient de 0.159 de la variable taille de l'État signifie qu'une augmentation de 10 points de la part des dépenses du gouvernement dans le PIB diminue le taux d'investissement d'une économie d'environ 1,6 point. Le t-statistique (de 5,14) est significatif à plus de 99 %, ce qui démontre que l'impact négatif estimé des dépenses de l'État sur l'investissement est nettement fiable.



Une augmentation de 10 points de la part des dépenses du gouvernement dans le PIB diminue le taux d'investissement d'une économie d'environ 1,6 point.



Indices provenant d'un nombre élargi de pays

Soixante pays, dont certains ont des économies moins développées, d'autres des économies industrialisées, à revenu élevé, feront l'objet de l'analyse de cette prochaine section. Il est, pour cette raison, devenu important de procéder à des ajustements en raison des disparités plus grandes qui distinguent l'économie politique de ces pays en quelque sorte. La moindre disponibilité de données nous imposent de limiter l'analyse aux années 1980-95. On observera au Tableau 5 les résultats de quatre modèles différents de régression statistique. Tous les pays pour lesquels il a été possible d'obtenir les données nécessaires ont été incorporés à l'analyse. La variable dépendante est la moyenne annuelle du taux de croissance du PIB durant la période 1980-95. Les variables indépendantes de chacune des régressions apparaissent à la gauche du tableau.

Les quatre premières variables indépendantes ont trait aux dépenses des gouvernements et à leurs variations au cours des années. D'autres variables sont aussi considérées, dont les suivantes: (a) le degré de protection des droits de propriété, (b) la variabilité du taux d'inflation, (c) la formation scolaire (l'investissement en capital humain) et (d) l'investissement en capital physique. Ces variables servent en quelque sorte de variables contrôle, de façon à mieux isoler l'effet propre de la taille de l'État.

Les données sur le degré de protection des droits de propriété sont tirées de l'*International Country Risk Guide*, service privé de classement des titres qui, depuis 1982, s'emploie à évaluer les risques économiques, politiques et financiers associés aux activités d'investis-

sement et de commerce dans les différents pays. Les cotes assignées couvrent un large éventail de dimensions. Nous retenons quant à nous trois d'entre elles qui ont spécifiquement trait à la protection des droits de propriété et à la présence ou l'absence de la règle du droit. Ces trois dimensions correspondent au risque d'expropriation, au risque de violation des contrats et à la présence de la règle du droit. L'échelle des cotes va de 1 à 10; plus une cote est élevée, plus les droits de propriété sont protégés et plus les principes du droit sont respectés¹⁴. Vu que le recensement des données ne commence pas avant 1982, nos séries ne commencent pas non plus avant cette date. L'analyse porte à la fois sur le niveau de protection des droits de propriété en 1982 et sur les variations de la cote au cours des années 1982-95.

Un taux d'inflation élevé et variable peut aussi ralentir la croissance économique. Il arrive que les pays qui affichent un taux d'inflation élevé ont aussi tendance à connaître des variations prononcées de leur taux d'inflation. Il reste que la relation statistique s'avère un peu plus forte entre la variation du taux d'inflation (calculée par son écart type) et la croissance du PIB. Nous avons donc retenu l'écart type du taux d'inflation pour mesurer l'effet de l'inflation sur la croissance économique.¹⁵ Les stocks de capital physique et humain sont aussi susceptibles d'accroître la croissance économique. Et c'est la moyenne des années de scolarité des personnes de 25 ans et plus, qui a servi de mesure du progrès réalisé dans le capital humain.¹⁶ La composante investissement en capital physique est la moyenne des taux d'investissement dans le PIB au cours des années 1980-95.

En plus des variables liées à la taille de l'État, l'équation 1 du Tableau 5 incorpore la cote de chaque pays en matière de droits de propriété pour l'année 1982, de même que les variations des cotes entre 1982 et 1995 et l'écart type du taux d'inflation. Les deux variables liées aux droits de propriété sont toutes deux grandement significatives, tandis que la variable inflation l'est aussi, à un degré de confiance de 90 %. En ce qui

14. En fait la cote des pays en matière de risque d'expropriation et de risque de violation des contrat varie de 1 à 10, tandis que l'échelle ayant trait à la règle du droit allait de 1 à 6. Une fois la variable règle du droit convertie à l'échelle de 1 à 10, la moyenne des trois composantes a été calculée et la cote des droits de propriété obtenue.

15. L'impact adverse de la variation du taux d'inflation a été mis en évidence par Robert Lucas, Thomas Sargent, Robert Barro et al. Voir Miller (1994) pour une analyse théorique de cette question et d'autres questions connexes.

16. Les données sur les années de scolarité proviennent de Barro et Lee (1993).

touche les variables liées à la taille de l'État, les coefficients correspondant à la part des dépenses gouvernementales dans le PIB et aussi les coefficients correspondant aux variations de ces dépenses de 1980 à 1985 et de 1985 à 1990 sont tous négatifs et fortement significatifs. Le R² ajusté de 0,48 qu'on observe dans l'équation 1 permet de dire que 48 % des variations du taux de croissance dans ce vaste échantillon de pays diversifiés s'explique par les variables spécifiées dans le modèle.

Le coefficient associé au niveau de dépenses publiques signifie qu'une augmentation de 10 points de la taille de l'État au début de la période est associée à une diminution d'environ 0,6 de point de la croissance au cours des 15 années recensées. De même, les coefficients liés aux variations de la taille de l'État entre 1980 et 1985 et entre 1985 et 1990 signifient qu'une hausse de 10 points durant chacune de ces périodes diminue la croissance du PIB réel de 1,15 point pour la période entière de 15 ans. S'il est vrai que la variation de la taille de l'État est négative entre 1990 et 1995, elle n'est pas significative. On ne s'étonnera pas du niveau supérieur des coefficients (et de leur signification statistique) des variables liées à la taille de l'État pendant la première période de cinq ans relativement aux années 90 : Après tout, l'expansion de l'État survenue entre 1980 et 1985 (et aussi entre 1985 et 1990) influera sur la croissance pendant dix des 15 années de la période 1980-95, tandis que le gonflement de la taille de l'État au cours des années 90 n'aura d'influence que sur une courte portion de la période couverte (1980-95).

La deuxième équation incorpore la variable scolarisation au modèle. La variation des années de scolarité entre 1980 et 1995 exerce l'effet positif attendu et s'avère significative à un niveau de confiance de 95 %. À l'exception de la variable inflation, toutes les autres variables restent statistiquement significatives. L'équation 3 substitue le taux d'investissement à la variable scolarisation. Cette nouvelle variable est affectée du

Tableau 5

Effet de la taille de l'État sur la croissance économique des pays développés et moins développés, 1980-95

VARIABLES INDÉPENDANTES	VARIABLE DÉPENDANTE : TAUX ANNUEL DE CROISSANCE DU PIB RÉEL			
	(1)	(2)	(3)	(4)
Dépenses de l'État en pour cent du PIB, 1980	-0,62 ^{ooo} (2,86)	-0,49 ^{oo} (2,36)	-0,42 ^o (1,73)	-0,40 ^o (1,69)
Variation de la part des dépenses de l'État dans le PIB, 1980-85	-1,15 ^{oo} (2,60)	-1,17 ^{oo} (2,81)	-1,01 ^{oo} (2,30)	-1,09 ^{oo} (2,58)
Variation de la part des dépenses de l'État dans le PIB, 1985-90	-1,15 ^{oo} (2,50)	-0,97 ^{oo} (2,29)	-0,83 ^o (1,72)	-0,81 ^o (1,76)
Variation de la part des dépenses de l'État dans le PIB, 1990-95	-0,68 (1,30)	-0,60 (1,22)	-0,31 (0,55)	-0,40 (0,74)
Droits de propriété (Cote initiale)	1,37 ^{ooo} (6,50)	1,30 ^{ooo} (6,53)	1,13 ^{ooo} (4,48)	1,17 ^{ooo} (4,85)
Variation (droits de propriété), 1982-95	1,46 ^{ooo} (5,50)	1,36 ^{ooo} (5,38)	1,25 ^{ooo} (4,30)	1,25 ^{ooo} (4,50)
Écart type du taux d'inflation	-0,82 ^o (1,78)	(0,57) (1,29)	(0,68) (1,49)	(0,52) (1,17)
Variation du niveau de scolarisation (en années) (25 ans et plus) entre 1980 et 1995	—	-0,61 ^{oo} (2,80)	—	-0,55 ^{oo} (2,38)
Investissement en pour cent du PIB	—	—	0,085 ^o (1,67)	0,05 (0,92)
Constante	-8,27	-8,72	-8,81	-8,98
R ² ajusté	0,48	0,54	0,49	0,54
Nombre d'observations	60	60	60	60

Note : Les *t*-ratios sont inscrits entre parenthèses sous les coefficients estimés ;
^o coefficient statistiquement significatif à un niveau de confiance de 90 %,
^{oo} coefficient statistiquement significatif à un niveau de confiance de 95 %,
^{ooo} coefficient statistiquement significatif à un niveau de confiance de 99 %.

Sources : Tiré de *OECD Historical Statistics* et de *OECD Economic Outlook*

signe attendu et est aussi significative à 90 %. Le rôle et la signification statistique des autres variables s'avèrent semblables aux grandeurs mises en relief dans l'équation 2.

Enfin, l'équation 4 incorpore au modèle à la fois la scolarisation et le taux d'investissement, de même que la protection des droits de propriété, l'inflation et la taille de l'État. Le niveau initial des dépenses gouvernementales et leur variation au cours des deux périodes de cinq ans des années 80 gardent, dans ce modèle plus complet, leur signification statistique à un degré de 90 % ou plus. Les variables droits de propriété et scolarisation sont aussi fortement significatives. Par ailleurs, bien que les variables inflation et taux d'investissement gardent les signes attendus, elles ne sont plus significatives. Le R² de l'équation 4 permet de dire que 54 % des variations observées dans les co-

Tableau 6
Comparaison entre les périodes d'expansion de la taille de l'État et les périodes d'amaigrissement, Irlande, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni

PAYS ET PÉRIODES		DÉPENSES DU GOUV. EN POUR CENT DU PIB RÉEL			TAUX DE CROIS- SANCE DU PIB RÉEL AU COURS DE LA PÉRIODE	
		DÉBUT DE PÉRIODE	FIN DE PÉRIODE	VARIATION		
<i>Irlande</i>						
	Période d'expansion de l'État	1960-77	28,0	43,7	15,7	4,3
		1977-86	43,7	52,3	8,6	3,4
	Période d'amaigrissement de l'État	1987-96	52,3	37,7	-14,6	5,4
<i>Nouvelle-Zélande</i>						
	Période d'expansion de l'État	1974-92	34,1	48,4	14,3	1,2
	Période d'amaigrissement de l'État	1993-96	48,4	42,3	-6,1	3,9
<i>Royaume-Uni</i>						
	Période d'expansion de l'État	1960-82	32,2	47,2	15,0	2,2
	Période d'amaigrissement de l'État	1983-89	47,2	40,7	-6,5	3,7

Sources : Tiré de *OECD Economic Outlook* et de *OECD Historical Statistics*

tes des pays étudiés s'explique par les variables spécifiées dans le modèle.

Les résultats apparaissant au Tableau 5 démontrent l'existence d'une forte corrélation entre la protection des droits de propriété et la croissance économique.¹⁷ L'existence de cette relation met en relief l'importance que revêtent les structures juridiques dans la protection des droits de propriété; elle illustre leur contribution à la garantie d'exécution des contrats et fournit un mécanisme juste, celui de la règle du droit, pour le règlement des litiges entre les parties. Le Tableau 5 montre aussi l'importance du capital humain comme moteur de croissance économique. Le progrès de la scolarisation mène invariablement à la hausse du taux de croissance du PIB. Si les relations statistiques entre la croissance d'une part et les variables stabilité des prix et investissement d'autre part se révèlent plus faibles, c'est vraisemblablement à cause de leur forte corrélation avec les autres variables du modèle.

Nous avons incorporé des variables de contrôle au modèle du Tableau 5 dans le but exprès de vérifier si la taille de l'État exerce un impact fort et indépendant sur la croissance du PIB réel. Les résultats confirment que tel est le cas. Même en tenant compte des différences qui distinguent les pays en matière de

droits de propriété, d'inflation, d'éducation et d'investissement, le niveau des dépenses publiques en début de période et la croissance de ces dépenses au cours de la première décennie des 15 ans recensés exerce un effet statistiquement significatif sur la croissance du PIB durant les 15 années examinées (1980-95). Tout comme pour les pays de l'OCDE, la grandeur des coefficients démontre que la taille du gouvernement exerce un impact solidement négatif sur la croissance.



Les résultats démontrent l'existence d'une forte corrélation entre la protection des droits de propriété et la croissance économique.



Les pays de l'OCDE dont la taille de l'État s'est rétrécie le prouvent aussi

En dépit de la croissance généralisée des gouvernements au cours de la période, il se trouve des exemples de pays qui ont en quelques occasions sensiblement comprimé leurs dépenses. Le Tableau 6 met en relief les seuls cas de pays de l'OCDE qui aient diminué de façon appréciable leur part de dépenses gouvernementales dans l'économie au cours des années 1960-96. Ainsi, l'Irlande a vu sa part des dépenses publiques dans le PIB passer de 28 % en 1960 à 52,3 % en 1986. Mais voilà que la situation se renverse au cours des années 1987-96 alors que les dépenses chutent de 52,3 %

17. On peut lire Knack et Keefer (1995) et Keefer et Knack (1997) pour prendre connaissance d'arguments supplémentaires à ce sujet.

en 1986 à 37,7 % en 1996, soit une baisse de 14,6 points. Or entre 1960 et 1977, période où les dépenses de l'État montaient de 28 % à 43,7 % du PIB, la croissance réelle du PIB de l'Irlande était de 4,3 %. Ce taux baissait à 3,4 % au cours des années 1977-86, période pendant laquelle la part du gouvernement grimpait à 52,3 % du PIB. Au cours de la récente décennie d'amaigrissement de l'État, le taux de croissance annuelle du PIB réel de l'Irlande passait à 5,4 %. La croissance économique augmentait donc en Irlande à mesure que ses dépenses publiques diminuaient¹⁸.

Le cas de la Nouvelle-Zélande est aussi révélateur. La part des dépenses de l'État dans le PIB augmentait de 34,1 % à 48,4 % entre 1974 et 1992. Or son taux moyen de croissance au cours de cette période s'établissait à 1,2 %. Récemment la Nouvelle-Zélande choisissait de renverser son orientation. Le pour cent du PIB alloué aux dépenses de l'État diminuait de 48,4 % à 42,3 % en 1996, soit une diminution de 6,1 points. Or comparativement à la période précédente, le taux de croissance du PIB réel du pays connaissait une hausse de plus de 2 points pour passer à 3,9 %.



Dans les quelques rares pays qui aient comprimé leurs dépenses de façon appréciable (Irlande, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni), la diminution de la taille de l'État a donné lieu à une augmentation du taux de croissance du PIB réel.



Le Royaume-Uni apporte des preuves supplémentaires à la règle générale. La part du gouvernement dans le PIB montait de 32,2 % à 47,2 % de 1960 à 1982. Le taux de croissance de l'économie du Royaume-Uni de son côté s'établissait à 2,2 % pendant cette période. Nombreux sont ceux qui parlaient alors du « mal britannique ». Mais, entre 1982 et 1989, la part de l'État dans le PIB déclinait de 6,5 points pour tomber à 40,7 %. Le taux de croissance du PIB ne pouvait manquer de réagir et passer de 2,2 % à 3,7 %. S'il est vrai que les exemples de rétrécissement de l'État sont rares au cours des récentes décennies, il reste que les quelques pays qui ont implanté l'amaigrissement de l'État valident l'hypothèse selon laquelle la taille du gouvernement varie en sens inverse de la croissance économique. L'analyse confirme que la croissance économique peut y gagner, lorsque la taille du gouvernement se rétrécit.

18. Fait intéressant, l'Irlande est le seul pays de l'OCDE à avoir eu un taux de croissance du PIB réel plus élevé pendant les années 90 que durant les années 60.

Conclusion

Les résultats de cette étude démontrent l'existence d'une forte et persistante corrélation négative entre les dépenses gouvernementales et la croissance du PIB, aussi bien pour les économies développées de l'OCDE que pour un plus vaste échantillon de quelque 60 pays à travers le monde¹⁹. Dans les quelques rares pays qui aient comprimé leurs dépenses de façon appréciable, cette diminution de la taille de l'État a donné lieu à une augmentation du taux de croissance du PIB réel. Les États-Unis non plus n'ont pas été à l'abri de la tendance mondiale en faveur du gonflement des dépenses de l'État. Celles-ci sont passées aux États-Unis de 28,4 % du PIB en 1960 à 34,6 % en 1996 et le taux de croissance du PIB en a été affecté à la baisse, passant d'une moyenne de 4,4 % dans les années 60 à une moyenne de 1,9 % durant la période 1990-96. Toutes les observations mènent donc à la même conclusion : Plus la taille de l'État est grande, plus la croissance économique est lente.

Après des décennies de baisse des taux de croissance, l'orthodoxie populaire veut que les économies développées, aux revenus élevés, n'aient plus la capacité d'atteindre à des taux de croissance de 3,5 % ou plus ou même de les maintenir. Les taux de croissance anémiques furent pendant un temps mis sur le compte du prix de l'énergie en hausse. Pourtant le prix de l'énergie en dollars constants est en baisse depuis plus de 15 ans et rien n'indique qu'un regain de croissance ne soit en train de se produire. Il y a maintenant ceux qui soutiennent que la croissance rapide des pays riches est devenue infaisable du fait de la résistance de ses habitants à épargner. Il s'en



Dans le cas spécifique des États-Unis, le revenu d'une famille moyenne de quatre personnes aurait été de 23,440 \$ supérieur en 1996, si la taille du gouvernement s'était maintenue au niveau de 1960.



la taille relative de l'État. Les résultats des régressions présentés ci-dessus enseignent qu'une diminution de 10 points de la part des dépenses de l'État dans le PIB suscite une hausse du taux de croissance annuelle du PIB d'environ un point. Dans le cas spécifique des États-Unis, si la part des dépenses de l'État dans le PIB s'était maintenue à 28,4 % comme c'était le cas en 1960, les estimations montrent que le PIB aurait été de 20 % plus grand en 1996²⁰. Le PIB réel de 1996 aurait

donc été de 9,16 \$ mille milliards plutôt que des 7,14 \$ mille milliards observés; cette différence aurait valu à chaque habitant une hausse du revenu de 5860 \$²¹. Le revenu d'une famille moyenne de quatre personnes aurait été de 23 440 \$ supérieur, tou-

jours si la taille du gouvernement s'était maintenue au niveau de 1960²². L'embonpoint de l'État impose un lourd fardeau à l'économie.

Quelle serait donc la taille de l'État qui maximiserait la croissance économique ? Les données analysées dans ces lignes ne peuvent qu'identifier une limite supérieure, puisque le dossier présenté ici ne contient pas d'exemples de pays qui ait un gouvernement si

19. Aucun des pays constitutifs de l'ex-Union Soviétique n'a été retenu dans l'échantillon, ni non plus la Chine ou les anciens pays communistes de l'Europe de l'Est. L'effondrement du communisme n'a donc pas dû affecter les résultats empiriques.

20. En moyenne, les dépenses de l'État étaient de 5 % supérieures aux 28,4 % relevé en 1960. Cette évolution aurait abaissé le taux de croissance du PIB d'un demi pour cent par année, ce qui, à intérêt composé pendant 36 ans, donne 20 %.

21. On a peine à imaginer ce qui se serait produit si la part des dépenses non militaires dans le PIB était restée constante à son niveau de 1960, mais qu'en même temps le budget de la défense eût maintenu la tendance à la baisse qu'il a effectivement suivie. Il serait arrivé alors que la taille de l'État aurait chuté à 25,4 pour cent du PIB vers la fin des années 1960, pour se maintenir à un niveau juste un peu plus bas jusqu'à la fin de la période. Si l'évolution s'était faite de cette façon, nos estimations situeraient le niveau du PIB à 10,6 mille milliards en 1996, soit plus de 40 pour cent au-dessus du chiffre effectivement observé.

22. Le paradoxe est que la valeur réelle des dépenses publiques aurait été à peu près la même en 1996, en vertu du fait qu'elles auraient absorbé une fraction inférieure de l'économie, mais d'une économie de plus grande taille. Ainsi en absorbant 28,4 pour cent d'une économie de 9,16 mille milliards, les dépenses publiques auraient produit un budget de 2,6 mille milliards, tandis qu'en fait les dépenses publiques s'inscrivaient à 2,70 mille milliards en 1996.

mince que la croissance puisse en avoir souffert. On ne peut que constater que certains pays avaient des dépenses publiques variant entre 15 et 20 % du PIB et que ces pays avaient, en vertu de la Figure 3, un taux de croissance supérieur à ceux dont les dépenses allaient de 20 à 25 % du PIB. Aucune des données recueillies ne suggère qu'un gouvernement ait pu avoir des dépenses si faibles que la croissance en ait souffert.

Ces résultats sont tout à fait compatibles avec le concept et la mesure des fonctions essentielles de l'État, définies en théorie économique comme ces activités susceptibles de promouvoir l'efficacité et d'accentuer la croissance. Nous avons retenu une acception généreuse de ces fonctions premières et nous avons calculé ces dépenses d'une façon qui tend à en surestimer l'ampleur.²³ Même en retenant cette définition large et souple des activités dites

essentielles, les dépenses courantes des gouvernements aux États-Unis et dans les autres pays industrialisés donnent à croire que ces activités pourraient s'exercer moyennant des budgets de dépenses inférieurs à 15 % du PIB.

Il n'existe pas aujourd'hui d'indices qu'un budget de dépenses publiques de 15 à 20 % du PIB soit insuffisant pour maximiser la croissance économique. En revanche, la preuve est faite que ces fonctions essentielles de

l'État peuvent s'exercer à un coût inférieur à 15 % du PIB. Ces deux observations combinées font la preuve que la limite maximale des dépenses gouvernementales susceptibles de favoriser la croissance ne dépasse pas les 15 % du PIB²⁴. On sait d'assurance par contre que, lorsque la taille de l'État dépasse ce seuil, la richesse des nations en souffre.



Aucune des données recueillies ne suggère qu'un gouvernement ait pu avoir des dépenses si faibles que la croissance en ait souffert.



23. Par exemple, la mesure retenue comprend tout le budget de l'enseignement public. On sait pourtant par expérience que le secteur privé est au moins aussi apte que le public à offrir des services d'éducation.

24. Ce chiffre s'avère quelque peu inférieur aux estimations obtenues par d'autres chercheurs qui adoptent des méthodologies différentes (et aussi d'autres données). Ainsi Peden (1990) estime que c'est lorsque les dépenses publiques atteignent les 20 pour cent du PIB que se réalise la croissance maximum de la productivité. Pour Scully (1994), la taille du gouvernement (fédéral, d'État et local) qui maximise la croissance se situe « entre 21,5 pour cent et 22,9 pour cent du produit national brut (PNB). » Il reste que ces estimations partagent une caractéristique avec les nôtres : Elles indiquent toutes que les dépenses publiques effectives des États-Unis et des autres pays industrialisés sont de loin supérieures au niveau qui maximiserait la croissance.

Bibliographie

- BARRO, R. J., «Democracy and Growth.» *Journal of Economic Growth*, 1:1-27, 1996
- , «Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth», *Journal of Political Economy* 98: S103-S125, 1990.
- , «Economic Growth in a Cross Section of Countries», *NBER Working Paper n° 3120*, Cambridge (Mass.), National Bureau of Economic Research, 1989.
- BARRO, R. J. et J. LEE, «International Comparisons of Educational Attainment», *Journal of Monetary Economics*, 32:363-94, 1993.
- BARRO, R. J. et X. SALA-I-MARTIN, *Economic Growth*, New York, McGraw-Hill, 1995.
- BIRTH, J. R. et M. D. BRADLEY, *The Impact of Government Spending on Economic Activity*, manuscrit, George Washington University, 1987.
- BAUER, P. T., *Dissent on Development: Studies and Debates in Development Economics*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1972.
- BENSON, B. L., *The Enterprise of Law*, San Francisco, Pacific Research Institute, 1990.
- BROWNING, E. K., «The Marginal Welfare Cost of Taxation», *American Economic Review*, 77:11-23, 1987
- BUCHANAN, J. M., *The Limits of Liberty: Between Anarchy and Leviathan*, Chicago, University of Chicago Press, 1975.
- CROOK, C., «The Hidden Cost of Taxes», *The Economist*, 20 septembre, S18, 1997.
- GRIER, K. B., et G. TULLOCK, *An Empirical Analysis of Cross-National Economic Growth, 1950-1980*, manuscrit, California Institute of Technology, 1987.
- GROSSMAN, P. J., «Government and Economic Growth: A Non-Linear Relationship», *Public Choice*, 56:193-200, 1988.
- GWARTNEY, J. D. et R. A. LAWSON, R. A., *Economic Freedom of the World: 1997 Report*, Vancouver, Fraser Institute, 1997.
- GWARTNEY, J. D., R. A. LAWSON et W. BLOCK, *Economic Freedom of the World: 1975-1995*, Vancouver, Fraser Institute, 1996.
- GWARTNEY, J. D., R. A. LAWSON et R. G. HOLCOMBE, *The Size and Functions of Government and Economic Growth*, Washington, Joint Economic Committee of the U.S. Congress, 1998.
- HOBBS, T., *Leviathan*, New York, E.P. Dutton, [1651] 1950.
- HOLCOMBE, R.G., «Entrepreneurship and Economic Growth», *Quarterly Review of Austrian Economics*, 1(été):45-62, 1998.
- , *Public Policy and the Quality of Life*, Westport (Conn.), Greenwood, 1995.
- KEEFER, P. et S. KNACK, «Why Don't Poor Countries Catch Up? A Cross-National Test of an Institutional Explanation», *Economic Inquiry*, 35:590-602, 1997.
- , *Competition and Entrepreneurship*, Chicago, University of Chicago Press, 1973.
- KIRZNER, I. M., «Entrepreneurial Discovery and the Competitive Market Process: An Austrian Approach», *Journal of Economic Literature*, 35:60-85, 1997.
- KNACK, S., et P. Keefer, «Institutions and Economic Performance: Cross-Country Tests Using Alternative Institutional Measures», *Economics and Politics*, 7:207-27, 1995.
- KORMENDI, R.C, et P. G. Meguire, «Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-Country Evidence», *Journal of Monetary Economics*, 16:141-63, 1995.
- KREUGER, A. O., «Trade Policy and Economic Development: How We Learn», *American Economic Review*, 87:1-22, 1997.
- , *Political Economy of Policy Reform in Developing Countries*, Cambridge (Mass), MIT Press, 1993.
- , «The Political Economy of the Rent-Seeking Society», *American Economic Review*, 64:291-303, 1974.
- LANDAU, D., «Government and Economic Growth in the Less Developed Countries: An Empirical Study for 1960-1980», *Economic Development and Cultural Change*, 35:35-75, 1986.
- , «Government Expenditures and Economic Growth: A Cross-Country Study», *Southern Economic Journal*, 49:783-92, 1983.
- LUCAS, R. E., Jr., «On the Mechanics of Economic Development», *Journal of Monetary Economics*, 22:3-42, 1988.
- MILLER, P. J. (éd.), *The Rational Expectation Revolution: Readings From the Front Line*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1994.
- NORTH, D. C., *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- PEDEN, E. A., «Productivity in the United States and Its Relationship to Government Activity: An Analysis of 57 Years, 1929-1986», *Public Choice*, 69:153-73, 1991.
- PEDEN, E. A. et M. D. BRADLEY, «Government Size, Productivity, and Economic Growth: The Post-War Experience», *Public Choice*, 61:229-45, 1989.
- QUAH, D. T., «Convergence Empirics Across Economies with (Some) Capital Mobility», *Journal of Economic Growth*, 1:95-124, 1996.
- ROMER, P. M., «Endogenous Technological Change», *Journal of Political Economy*, 98:S71-S102, 1990.
- ROTHBARD, M.N., *For a New Liberty*, New York, Macmillan, 1973.
- SCHUMPETER, J., *The Theory of Economic Development*, traduction R. OPIE, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, [1912] 1961.
- SCULLY, G.W., *What Is the Optimal Size of Government in the United States?*, Dallas, National Center for Policy Analysis, 1994.

- SCULLY, G.W., *Constitutional Environments and Economic Growth*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1992.
- , «The Institutional Framework and Economic Development», *Journal of Political Economy*, 96:652-62, 1988.
- SMITH, A., *An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Modern Library ed., New York, Random House, [1776] 1937.
- SOLOW, R. M., «A Contribution to the Theory of Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, 70:65-94, 1956.
- TORSTENSSON, J., «Property Rights and Economic Growth: An Empirical Study», *Kyklos*, 47:231-47, 1994.
- TULLOCK, G., «The Welfare Costs of Tariffs, Monopolies, and Theft», *Western Economic Journal*, 5:224-32, 1967.

Notes bibliographiques

James Gwartney est professeur d'économie et de sciences politiques au *State University of Florida*.

Randall Holcombe est *DeVoe Moore Professor of Economics* au *State University of Florida* et président du *Research Advisory Council* du *James Madison Institute for Public Policy Studies*.

Robert Lawson est *Assistant Professor of Economics* à *Capital University in Ohio* et directeur des *Fiscal Policy Studies for the Buckeye Institute for Public Policy Solutions*.

